

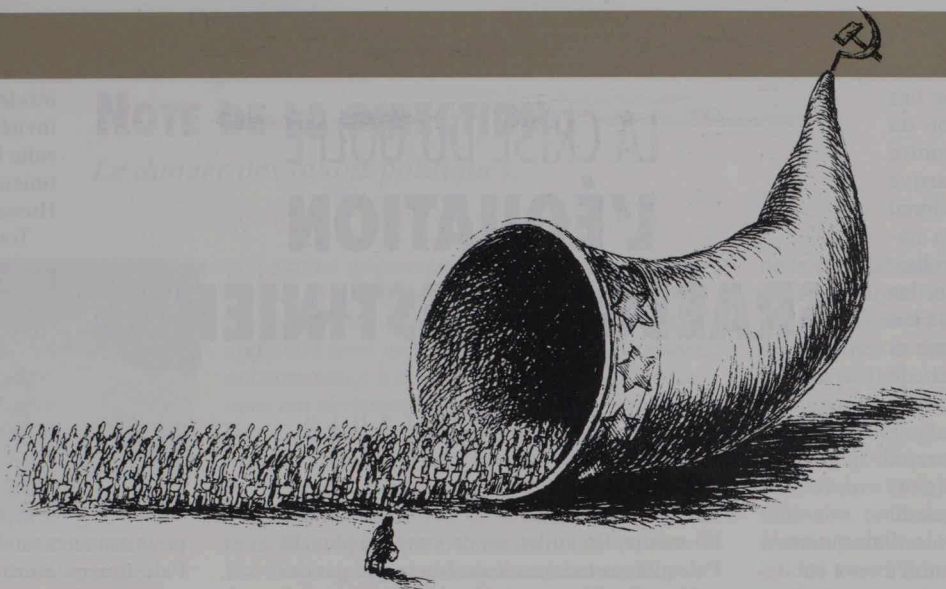
Nicolai Chmelev est un pilier respecté du mouvement pour une vraie réforme économique et démocratique. Chef du département d'économie à l'Institut sur les États-Unis et le Canada, romancier, membre du Congrès des députés du peuple et partisan déclaré d'une économie libérale, il a trimé pendant des années dans le désert intellectuel avant que la *glasnost* de Gorbatchev le laisse s'atteler en toute liberté à la tâche impossible que constitue le sauvetage de l'économie soviétique. On sent bien, cependant, que le gouvernement actuel le déçoit.

Comme beaucoup d'autres réformateurs aujourd'hui dans son pays, il prône depuis longtemps d'acheter pour des dizaines de milliards de dollars de biens de consommation à l'Occident afin de les vendre dans les magasins soviétiques. Cela permettrait d'éponger l'énorme masse de roubles en circulation, d'éviter une hyperinflation pendant le passage à une économie de marché et, fait non négligeable, d'améliorer rapidement la vie sinistre et misérable du Soviétique moyen. L'attitude, qu'il qualifie d'indifférente, du gouvernement Gorbatchev le rend perplexé :

Je sais que M. Gorbatchev commence à comprendre l'énormité de la situation, mais notre gouvernement est tellement entêté. Je redoute cette tradition qui veut que les dirigeants soviétiques méprisent le peuple, exactement comme la vieille aristocratie le méprisait. Ils ont du mal à se faire à l'idée de consacrer une somme d'argent aussi faramineuse dans les médicaments, des pantalons, des produits cosmétiques et des micro-ordinateurs. Pourquoi ? Parce que nous avons jadis englouti notre argent dans de gigantesques travaux; alors pourquoi aller le dépenser dans pareilles bagatelles ?

APRÈS NOTRE ENTRETIEN, CHMELEV S'ENVOIAIT pour Bonn (Allemagne) avec Boris Eltsine, le président de la république de Russie. Ce seul fait en dit long. En Occident du moins, Eltsine plaît moins que Gorbatchev. Mais sa cote monte dans les sondages d'opinion et, plus important pour ceux qui veulent que les choses changent, les Russes pensent qu'il est décidé à aller plus vite en besogne que Gorbatchev. Ce qui est manifestement un atout dans une situation qui demande désespérément un homme d'action, mais qui est également périlleuse. Or, dans des situations désespérées, «faire quelque chose» risque de se transformer en «faire n'importe quoi», ce qui est la porte ouverte aux opportunistes, voire aux idéologues.

S'agissant des opportunistes du dernier grand soulèvement politique qu'a connu la Russie, en 1917, Adam Ulam, éminent historien de la révolution russe, a écrit que les bolcheviques ne s'étaient pas emparés du pouvoir, mais qu'ils



Jerry Kollacz

l'avaient cueilli. «N'importe quel groupe d'hommes déterminés auraient pu faire ce que les bolcheviques ont fait à Petrograd au mois d'octobre 1917 : s'emparer de quelques points clés de la ville et se proclamer gouvernement. Mais gouvernement de quoi ? ... l'Empire russe était en pleine déliquescence.»

La confusion qui semble régner dans la capitale soviétique rend ce genre de comparaisons historiques inévitable. On a de plus en plus l'impression que les gouvernements sont en train de perdre pied, à tous les niveaux. Un des principaux conseillers économiques de Gorbatchev, Abel Aganbeguian, a reconnu il y a peu de temps devant le parlement soviétique que personne ne sait réellement ce qui arrive à l'économie. À Leningrad, un conseil de district local (ce qui correspond, en gros, à un quartier) a envisagé de proclamer son indépendance et d'imprimer sa propre monnaie, mais en fin de compte, ce sont les têtes les plus froides qui l'ont emporté.

À première vue, un tel acte paraît absurde. Pourtant, il répond à sa propre logique interne. Le rouble s'est tellement dévalorisé – par euphémisme, les Soviétiques parlent d'«argent factice» – que cela ne vaut plus la peine de travailler pour en gagner. Les gens n'en ont pas besoin, pas plus que les entreprises publiques ou les républiques, d'ailleurs. Une part croissante du commerce de gros se fait suivant un système de troc : on échange du coton contre de la viande, de la viande contre de l'huile, ce qui, outre de constituer un retour à une économie de type féodal, est un signe supplémentaire de la désintégration de l'État.

Les paquets de cigarettes étrangères, de préférence des «Marlboro», supplantent la monnaie nationale, le rouble, en tant que moyen d'échange. Outre qu'il n'aide en rien, cet affront quotidien a un effet corrosif sur le peu de sens que la population attache encore au fait d'être soviétique.

Nicolai Chmelev est impatient de savoir à quoi ressemblera une économie soviétique en état de marche après la crise immédiate. Il pense en mois et en semaines, pas en années : «Quelle sorte d'économie sortirait du pétrin actuel ? Dieu seul le sait. Nous pas. Je n'ai pas de vision détaillée du genre de société qui sera la nôtre dans dix ans. Mais j'espère que nous aurons eu notre part de souffrance et de folie.»

FACE AU PESSIMISME GÉNÉRALISÉ, brille une lueur d'espoir. Jusqu'à ce que les nouvelles lois sur la propriété entrent en vigueur, il ne reste qu'une infime faille dans le monopole complet que l'État exerce sur l'activité économique, à savoir les «coopératives». Il y a deux ans, selon Chmelev, le pays comptait environ 100 000 «coopérateurs», dont la production se chiffrait en millions de roubles. Aujourd'hui, on en dénombre 5 millions, et leur chiffre d'affaires global s'élève à quelque 60 mil-

liards de roubles. Ils font tourner ces coopératives (restaurants, taxis et autres petites entreprises) malgré une bureaucratie étatique hostile qui «les étouffe», dit Chmelev, et alors qu'une large proportion de la population les considère comme des exploités affiliés à la mafia. Pour Chmelev, leur existence est aussi miraculeuse que de l'herbe qui pousserait dans du ciment.

Si les événements mondiaux des dix-huit derniers mois nous ont enseigné quelque chose, c'est de nous montrer circonspects quand il s'agit de prédire l'avenir. Mais pour ceux qui suivent les tribulations de l'économie soviétique, il est évident que l'important, ce n'est pas de savoir si, dans dix ou vingt ans, l'URSS sera riche au regard des normes occidentales, mais plutôt de savoir s'il existera encore une Union soviétique d'ici cinq ans, voire à la fin de l'année prochaine. La disparition de l'État soviétique ne serait pas fatalement un mal pour le monde. Cela dépendra des conditions dans lesquelles elle surviendrait.

Si ce sont de plus petites unités politiques, les républiques ou les régions, qui reprennent les rênes du pouvoir et qui travaillent de concert avec la population pour créer des économies locales productives, pourquoi pas. Mais des bouleversements politiques d'une telle ampleur ont une fâcheuse tendance à tourner dangereusement à la violence. À cet égard, la révolution est-européenne de 1989 aura été l'exception confirmant la règle. Or, même si l'Occident a beaucoup à gagner au bon déroulement des événements en URSS, il a très peu d'influence quant à leur issue, ce qui ne justifie nullement de ne pas s'en préoccuper.

«Pourquoi un Institut pour la paix et la sécurité s'intéresserait-il à notre économie ?» m'a demandé mon amie moscovite, alors que nous filions à bonne allure installés dans sa voiture de fonction avec chauffeur. «Parce qu'un pays peuplé de 285 millions d'habitants appauvris, maussades et en colère, et doté de 30 000 bombes à hydrogène est une menace pour le monde. Nous voulons le voir heureux et prospère.» Quand elle a eu traduit mes propos au chauffeur, il a bien ri. □